



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

13/07/2020

En contrepartie des 15 milliards d'aide de l'Etat à l'aéronautique Airbus supprime 15 000 emplois

Le 9 juin, le ministre de l'Economie entouré de F. Parly, (ministre des Armées) ; E. Borne, (ministre de la Transition écologique) ; J-B Djebbari, (secrétaire d'État chargé des Transports), annonçait **le plan de soutien à la filière aéronautique de 15 milliards d'€** « pour une industrie verte et compétitive » et dont l'un des objectifs est de « répondre à l'urgence en soutenant les entreprises en difficulté et **protéger leurs salariés** ». Plan élaboré en collaboration avec les présidents des quatre multinationales du secteur Airbus, Safran, Thalès, Dassault.

Le 30 juin, le directeur exécutif d'Airbus, G. Faury a détaillé, lors du Conseil Economique et Social Européen (CESE) le contenu du **Plan d'adaptation à la situation Covid 19** de la direction européenne : **15 000** suppressions de postes dans l'ensemble du groupe, **5 000** en France, 5 100 en Allemagne, 900 en Espagne, 1 700 au Royaume-Uni, 1 300 en Chine et aux Etats-Unis, et 1 000 dans les sites d'autres pays. **Il s'agit du plus lourd plan de réduction d'effectifs de toute l'histoire de l'avionneur.**

En France, la direction d'Airbus, qui craint l'explosion des luttes, annonce que le Plan d'adaptation « sera finalisé avec les partenaires sociaux. Pour limiter l'impact de ce plan en s'appuyant sur toutes les mesures sociales disponibles, y compris des plans de départs volontaires, des dispositifs de retraite anticipée, ainsi que le chômage partiel de longue durée ». Quelles que soient les précautions oratoires ces mesures confirment la suppression d'**1/3 des effectifs** : **3378** à Toulouse, **484** à Nantes, **386** à Saint Nazaire. Dans l'aérospatial **Stelia** (filiale à 100 % d'Airbus) a annoncé la suppression, de **704** postes sur 4 036. **Les sous-traitants ont recours au licenciement sec** : **Daher** (10.000 salariés) supprime 1.300 postes dans l'aéronautique, le nucléaire et la logistique, auxquels s'ajoute le non renouvellement de 1.700 contrats d'intérimaires, d'autres négocient des **Accords de Performance Collective (APC)** qui contre la promesse du maintien -provisoire- de l'emploi permet d'organiser la mobilité géographique des salariés, de modifier la durée du travail, de licencier ceux qui refuseraient et surtout d'imposer des diminutions de salaires qui chez Derichebourg vont jusqu'à 500 € par mois !!!

Des centaines de milliers de personnes vont être impactées par ce plan, en premier lieu les salariés d'Airbus, les sous-traitants, mais aussi tous les secteurs qui ont une interactivité avec Airbus : maintenance, entretien, nettoyage équipementiers, système, logistique et l'enseignement (Université Airbus de Toulouse-Blagnac, collèges et BTS aéronautique à Nantes). En Occitanie il y a plus de 800 entreprises et 86 000 emplois directs dans l'aéronautique et le spatial, soit 40% de l'emploi industriel régional, avec les mesures de G. Faury et de la direction d'Airbus c'est **40 000 emplois directs** qui sont menacés, et **autant d'emplois indirects.**

Les syndicats FO, CFE-CGC et CFTC, ont donné leur accord. Ces trois syndicats dès le 6 juillet, ont démarré les réunions avec la direction pour « négocier le plan social ». Ils ont signé tous les Accords de Performance Collective proposé par les sous-traitants. Ils ont d'ailleurs appelé à manifester et à débrayer 1h30 le 8 juillet avec comme revendication : « *Aucun licenciement contraint, Chômage partiel prolongé de 2 ans, 2 départs à la retraite contre 1 embauche* » ; pas de quoi à effrayer la direction d'Airbus. La CGT a appelé à participer à la manifestation du 8 juillet, mais avec un tout autre mot d'ordre : « *Contre le plan d'adaptation de la direction, 0 licenciement, 0 baisse des salaires, Ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise* ». A Toulouse, la manifestation a réuni plus de 9 000 personnes.

Rien ne justifie la mise en place de Plan d'accompagnement imposé aux travailleurs par la direction d'Airbus.

Le carnet de commande assure du travail pour 8 ans (cf. Hebdo n°665). Avant la crise du Covid Airbus livrait 60 avions par jour aujourd'hui, il en livre 40. Ses bénéfices n'ont pas cessé d'augmenter ces dernières années : en 2017, 2,9 milliards d'€, en 2018 3 milliards d'€ (+29%), en 2019, 6,9 milliards de bénéfice opérationnel... en 10 ans Airbus a accumulé des bénéfices qui lui permettraient de payer pendant 6 ans un salaire moyen de 2 800 € (ce qui est loin d'être le salaire de tous les employés), cotisations sociales comprises, des 15 000 travailleurs dont il veut se débarrasser.

Airbus profite des aides à la filière aéronautique, auxquels il faut ajouter 1,5 milliards à la branche Recherche & Développement pour un avion neutre en carbone en 2035, « *ce qui propulse la France et l'Europe au 1^{er} rang dans le domaine de l'aviation décarbonée* » -B. Le Maire, affirme les préoccupations écologistes du gouvernement, c'est le budget de l'Etat, donc le peuple qui paie les impôts et la TVA qui finance les recherches d'une entreprise privée qui elle seule en touchera les bénéfices.

L'objectif du Plan d'Air-Bus est limpide : réorganisation, restructuration, réduction des effectifs, baisse des salaires, augmentation du temps de travail, Toutes ces mesures s'inscrivent dans la logique capitaliste : surexploitation des travailleurs, exigence d'accroître rapidement le maximum de profits, placer le groupe dans la concurrence mondiale capitaliste. Ce que G. Faury résume en une phrase « *Il est essentiel de retrouver rapidement notre équilibre industriel et financier, afin de pouvoir répondre à ce qui va se passer* » et il ajoute « *notre usine française n'est plus assez compétitive face à la concurrence* »

Macron, Le Maire, Roux de Bézieux : Il va falloir rembourser

Comment ? Faire payer la facture aux travailleurs, au peuple.

Macron le 2 juillet confirmé: « *la rentrée sera très dure, il faut nous y préparer* » (il ne faut pas se leurrer et chercher des solutions miracles cette crise aura un coût et ses effets se feront sentir durablement). Les plan sociaux se succèdent, on annonce 900.000 chômeurs de plus pour cette année 2020.

Et ils veulent aller plus loin Roux de Bézieux a montré le chemin à Maron : « *il faudra bien se poser tôt ou tard la question du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise économique et faciliter, en travaillant plus, la création de croissance supplémentaires.* », c'est la voie que Macron et son gouvernement a choisi : allongement du temps de travail, baisse des salaires, accord de performance, chantage pour le maintien des emplois.

C'est tout un arsenal de mesures que le gouvernement met sur les rails contre les travailleurs, les jeunes, les privés d'emplois, les retraités pour appliquer et aller plus loin dans la politique que les capitalistes lui dictent.

Pour les stopper, il est plus que jamais nécessaire de développer partout, dans tout le pays, les luttes.

Tous les secteurs sont sous le feu des attaques du gouvernement Macron et du capital.

La CGT a appelé à faire grève et à manifester dans toute la France le 17 septembre, c'est le moment d'aller plus loin dans la convergence des luttes.

La « négociation » avec le capital n'a jamais été un moyen pour lui prendre les richesses qu'il nous vole, il ne partage rien. Le Ségur de la Santé en a fait aussi la démonstration : 15 milliards pour l'aéronautique, donc pour gonfler ses profits et à peine la moitié pour le personnel de l'hôpital public à qui il accorde avec mépris une augmentation de salaire qui tourne autour d'un peu plus de 180 € dont il touchera seulement la moitié à l'automne et le reste aux calendes grecques...

Ce n'est que par la lutte sociale, économique et par l'indispensable lutte politique qu'on fera plier le capital et qu'on créera un rapport de force en faveur des travailleurs et du peuple. C'est le chemin que les luttes passées, 36, 45, 68, 95 nous a montré.